

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 25/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EQIOM**

9 rue Paul Langevin  
21300 Chenôve

Références : 2023-332  
Code AIOT : 0005402563

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement EQIOM implanté Grand Charmot - Pré Renard - Chapelle Pré des Noues - Pré au Prost - Ordorat 21310 Arceau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Programme Pluri Annuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EQIOM
- Grand Charmot - Pré Renard - Chapelle Pré des Noues - Pré au Prost - Ordorat 21310 Arceau
- Code AIOT : 0005402563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Arceau est une sablière autorisée depuis 2008 pour un tonnage de 1 839 000 tonnes. Les matériaux alluvionnaires extraits sont destinés à la fabrication de béton.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- phasage et avancement
- mode d'exploitation de la carrière
- suivi des eaux souterraines
- sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 1.4.2	/	Lettre de suite administrative	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite administrative

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phasages	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 1.2.3	/	Sans objet
6	Evacuation et destination des matériaux	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2.3.5	/	Sans objet
9	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 9.2.2.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2.3.2	/	Sans objet
5	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2.3.2	/	Sans objet
7	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.1.4	/	Sans objet
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 4.1	/	Sans objet
10	Diagnostic archéologique	Arrêté Préfectoral du 26/08/2008, article 2, 3 et 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'Arceau arrive en fin d'exploitation dans la mesure où la quasi intégralité du gisement disponible a été extrait à mi-2023. L'exploitation s'est faite avec une production moyenne annuelle supérieure aux productions annuelles maximales autorisées à partir de la 6<sup>e</sup> année d'exploitation, et par conséquent plus rapidement que le phasage prescrit par arrêté préfectoral, ce qui constitue une non-conformité majeure. Il est rappelé que l'exploitation des matériaux alluvionnaires doit se faire dans un mode de gestion économe de la ressource, ce qui n'apparaît pas avoir été le cas au vu de l'avance avec laquelle l'exploitation arrive à son terme (entre 5 et 10 ans).

Le contrôle des autres prescriptions n'appellent pas de commentaire particulier mis à part sur le suivi des mesures piézométriques que l'exploitant doit transmettre annuellement à l'inspection en veillant à la transmission de l'intégralité des résultats.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 1.2.3																											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation de la carrière																											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																											
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases principales, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Phase</th><th>Date prévisible de début de la phase</th><th>Surface mise en exploitation (m<sup>2</sup>)</th><th>Volume à extraire (m<sup>3</sup>)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>2008</td><td>71 531 m<sup>2</sup></td><td>322 857 m<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>2</td><td>2013</td><td>64 931 m<sup>2</sup></td><td>277 143 m<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>3</td><td>2018</td><td>59 453 m<sup>2</sup></td><td>237 714 m<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>4</td><td>2023</td><td>55 080 m<sup>2</sup></td><td>213 107 m<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>5</td><td>2028</td><td>0 m<sup>2</sup></td><td>9 142 m<sup>3</sup></td></tr> </tbody> </table> <p>L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. La 5<sup>ème</sup> phase est majoritairement consacrée à la remise en état de la phase précédente.</p>				Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume à extraire (m <sup>3</sup> )	1	2008	71 531 m <sup>2</sup>	322 857 m <sup>3</sup>	2	2013	64 931 m <sup>2</sup>	277 143 m <sup>3</sup>	3	2018	59 453 m <sup>2</sup>	237 714 m <sup>3</sup>	4	2023	55 080 m <sup>2</sup>	213 107 m <sup>3</sup>	5	2028	0 m <sup>2</sup>	9 142 m <sup>3</sup>
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume à extraire (m <sup>3</sup> )																								
1	2008	71 531 m <sup>2</sup>	322 857 m <sup>3</sup>																								
2	2013	64 931 m <sup>2</sup>	277 143 m <sup>3</sup>																								
3	2018	59 453 m <sup>2</sup>	237 714 m <sup>3</sup>																								
4	2023	55 080 m <sup>2</sup>	213 107 m <sup>3</sup>																								
5	2028	0 m <sup>2</sup>	9 142 m <sup>3</sup>																								
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON-CONFORMITÉ : A date de l'inspection, l'extraction est à la fin de la phase 4. L'exploitant est en avance par rapport au planning prévu dans l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral (voir point de contrôle suivant).</p> <p>Depuis le début de la phase 3 en 2018, l'exploitant a extrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 323 000 m<sup>3</sup> (données GEREPA issues des données de production en tonnage auxquelles est appliqué le coefficient de densité de 1,75 prescrit par l'arrêté préfectoral de 2018)</li> <li>• sur une surface de 9,4 ha (donnée issues d'une cartographie simplifiée construite à partir du plan du géomètre)</li> </ul> <p>Sur la phase 4, il reste donc théoriquement 127 821 m<sup>3</sup> à extraire. Ce volume ne sera toutefois pas atteint (voir point de contrôle suivant).</p> <p>Sur la phase 5, avant de pouvoir procéder à la remise en état, il reste deux zones d'extraction à traiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une petite zone sur l'emprise de la phase 4</li> <li>• un reste de piste à reprendre sur l'emprise de la phase 3.</li> </ul>																											
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites																											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																											

## N° 2 : Capacité de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 1.4.2																																																																	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation de la carrière																																																																	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																																																	
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tonnage total de matériaux à extraire est de 1 839 000 tonnes, sur la base d'une densité de 1,75. La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 120 000 t, et concerne en totalité du sable graveleux. La production diminuera de 3% par an selon le tableau ci-après :																																																																	
<table><tr><th>Année</th><th>Tonnage annuel maximum</th><th>Année</th><th>Tonnage annuel maximum</th><th>Année</th><th>Tonnage annuel maximum</th></tr><tr><td>1</td><td>120 000 t</td><td>9</td><td>94 000 t</td><td>17</td><td>74 000 t</td></tr><tr><td>2</td><td>116 000 t</td><td>10</td><td>91 000 t</td><td>18</td><td>71 000 t</td></tr><tr><td>3</td><td>113 000 t</td><td>11</td><td>88 000 t</td><td>19</td><td>69 000 t</td></tr><tr><td>4</td><td>110 000 t</td><td>12</td><td>86 000 t</td><td>20</td><td>67 000 t</td></tr><tr><td>5</td><td>106 000 t</td><td>13</td><td>83 000 t</td><td>21</td><td>65 000 t</td></tr><tr><td>6</td><td>103 000 t</td><td>14</td><td>81 000 t</td><td>22</td><td>63 000 t</td></tr><tr><td>7</td><td>100 000 t</td><td>15</td><td>78 000 t</td><td>23</td><td>61 100 t</td></tr><tr><td>8</td><td>97 000 t</td><td>16</td><td>76 000 t</td><td>24</td><td>59 300 t</td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td>25</td><td>57 500 t</td></tr></table>						Année	Tonnage annuel maximum	Année	Tonnage annuel maximum	Année	Tonnage annuel maximum	1	120 000 t	9	94 000 t	17	74 000 t	2	116 000 t	10	91 000 t	18	71 000 t	3	113 000 t	11	88 000 t	19	69 000 t	4	110 000 t	12	86 000 t	20	67 000 t	5	106 000 t	13	83 000 t	21	65 000 t	6	103 000 t	14	81 000 t	22	63 000 t	7	100 000 t	15	78 000 t	23	61 100 t	8	97 000 t	16	76 000 t	24	59 300 t					25	57 500 t
Année	Tonnage annuel maximum	Année	Tonnage annuel maximum	Année	Tonnage annuel maximum																																																												
1	120 000 t	9	94 000 t	17	74 000 t																																																												
2	116 000 t	10	91 000 t	18	71 000 t																																																												
3	113 000 t	11	88 000 t	19	69 000 t																																																												
4	110 000 t	12	86 000 t	20	67 000 t																																																												
5	106 000 t	13	83 000 t	21	65 000 t																																																												
6	103 000 t	14	81 000 t	22	63 000 t																																																												
7	100 000 t	15	78 000 t	23	61 100 t																																																												
8	97 000 t	16	76 000 t	24	59 300 t																																																												
				25	57 500 t																																																												
Seuls, des résultats de substitution en roches massives supérieur aux 3% minimum permettront de répartir l'exploitation raisonnée sur 25 années.																																																																	
<b>Constats :</b>  En 2022 (année 15 d'exploitation), la quantité maximale d'extraction fixée par arrêté préfectoral est de 78 000 tonnes. Or la déclaration GEREP pour l'année 2022 indique un total de 105 700 tonnes de matériaux extraits. Les quantités extraites dépassent les quantités autorisées, et ce également sur les années précédentes.  L'exploitant relève le fait que le tableau de répartition des tonnages à extraire de l'article 1.4.2 n'est pas cohérent avec le tableau de phasage de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral. En effet les quantités autorisées pour extraction sur la phase 5 sont de : - 9 142 m <sup>3</sup> dans l'article 1.2.3 soit 16 000 tonnes - 305 900 tonnes dans l'article 1.4.2  Ainsi, l'exploitant a exploité la quasi intégralité du gisement sur les phases 1, 2, 3 et 4 en suivant plutôt la répartition prévue à l'article 1.2.3 (sans toutefois respecter ce phasage). À fin 2022, 1 547 000 tonnes ont été extraites pour un total autorisé de 1 839 000 tonnes. L'exploitant prévoit d'arriver en fin d'exploitation vers la fin de l'année 2023 ou le début de l'année 2024 avec 1 640 000 tonnes ce qui se situe en-dessous du total autorisé, notamment du fait du gel des surfaces en zone archéologique.  Enfin, au vu du volume extrait à fin 2022 (1 547 000 t) sur la durée écoulée (15 ans), la production moyenne a été de 103 130 t/an, ce qui est supérieur aux tonnages maximums annuels autorisés après la 6 <sup>e</sup> année d'exploitation. De plus, sur la base d'une densité de 1,75 t/m <sup>3</sup> , la production moyenne annuelle a été 58 930 m <sup>3</sup> /an, ce qui correspond à une production moyenne sur 5 ans d'environ 294 650 m <sup>3</sup> /an, ce qui est supérieur aux volumes à extraire à partir de la phase 2.																																																																	

**Non conformité majeure :** Au regard du planning prévu sur cet article 1.4.2 et l'article 1.2.3, l'exploitant a exploité le gisement avec au moins 4 à 5 années d'avance dans la mesure où, dans le cas le plus favorable à l'exploitant correspondant à l'article 1.2.3, l'année 2023 aurait dû voir le démarrage de la phase 4 et non la fin de cette même phase, ce qui constitue une surexploitation du gisement. Ce point est relevé en non-conformité majeure dans la mesure où une gestion économe de la ressource est exigée, et en particulier sur les matériaux alluvionnaires.

Année	Quantité (ktonnes)			
	Totale extraite	Matériaux commercialisables	Stériles	Restante et accessible du gisement
2022 (année 15)	105,7	96	6,7	93,2
2021 (année 14)	125	120	8	235
2020 (année 13)	107,9	113,7	7	360
2019 (année 12)	99,2	93,2	6	484
2018 (année 11)	113,2	106,4	6,8	671
2017 (année 10)	112	105,3	6,7	793
2016 (année 9)	99,5	93,5	6	910
2015 (année 8)	105,9	99	6	1019

**Observation :**

Il est à noter par ailleurs qu'une telle augmentation de capacité d'exploitation constitue une modification des conditions d'exploitation qui n'aurait pas dû être mise en œuvre sans autorisation préalable du préfet dans la mesure où elle conduit à ne pas respecter les prescriptions de l'autorisation, mais aussi, car son caractère non substantiel est à démontrer par l'exploitant conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite administrative

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Plan d'évolution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation de la carrière

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :

- Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,
- Les positions des fronts,
- Les cotes d'altitude des points significatifs,

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les zones remises en état,</li> <li>• Les infrastructures existantes objet d'une servitude : la conduite d'AEP,</li> <li>• Les installations fixes de toute nature (bascule, locaux, ...),</li> <li>• Les zones de stockage des produits bruts, des stériles, des terres de découverte,</li> <li>• Les bornes.</li> </ul> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p> <p><b>Constats :</b> Le plan topographique élaboré par un géomètre en date du 01/09/2022 a été consulté lors de l'inspection. Celui-ci comporte tous les éléments requis par la réglementation. L'exploitant prévoit une mise à jour annuelle de ce plan avec une prochaine échéance en septembre 2023.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
--

#### N° 4 : Épaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 6 m pour le site n° 1, et de 5,5 m pour le site n° 2.</p> <p>L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, en regard des cartes d'iso-épaisseur établies. En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé. Un contrôle bathymétrique sera réalisé annuellement.</p> <p><b>Constats :</b> Les côtes bathymétriques ont été consultées sur le plan topographique élaboré par le géomètre en date du 01/09/2023 sur les emprises d'exploitation des phases 3 et 4 (site n°2).</p> <p>Sur la zone de la phase 3, la côte la plus profonde est à 220,19 m pour une côte de terrain naturel de 224,5, soit une profondeur d'exploitation de 4,31 m (tenant compte de l'épaisseur de la découverte, d'une trentaine de centimètres donc majoré).</p> <p>Sur la zone de la phase 4, la côte la plus profonde est à 220,38 m pour une côte de terrain naturel de 225,98 soit une profondeur d'exploitation de 5,6 m (tenant compte de l'épaisseur de la découverte, d'une trentaine de centimètres donc majoré).</p> <p>Les épaisseurs d'extraction sont donc respectées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 5 : Méthode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. Les matériaux extraits lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.  Les dépôts de matériaux de découverte et d'extraction ne doivent en aucun cas faire obstacle au libre écoulement des crues. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique. [...]  - Les fronts de découverte, d'une hauteur maximale de 3,0 mètres, ont une pente maximale de 45°,- Les fronts de gisement exploités à la pelle hydraulique ont une pente maximale de 45°,
<b>Constats :</b> L'extraction des matériaux est faite à la pelle mécanique. Les matériaux extraits sont disposés sur un tas à côté de la berge. Les matériaux de découverte sont utilisés pour constituer des merlons de sécurité d'une hauteur maximale de 1 m. Ces aménagements ne semblent pas constituer d'obstacle à l'écoulement des crues.  Les fronts de découverte sont de faible hauteur et ne dépassent pas 50 cm, ceux-ci sont surmontés d'un merlon de sécurité en bord de bassin constitués d'une pente proche de 45°.  Les fronts de gisement exploités sont sous l'eau. La pente qu'il a été possible d'observer à l'œil nu du fait de la transparence de l'eau semble proche également de 45 °.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Évacuation et destination des matériaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux extraits sont évacués vers les lieux de traitement puis d'utilisation par voie routière, conformément à l'itinéraire défini dans le dossier de demande d'autorisation. L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7h et 17h30.  L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.  2.2.3.5.1 - Les matériaux extraits sont exclusivement réservés à l'usage de la fabrication de béton hydraulique.

2.2.3.5.2 - L'utilisation des matériaux extraits pour des travaux de remblaiement ou de comblement est strictement interdite.

2.2.3.5.3 - L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

**Constats :** La destination des matériaux a été renseignée par l'exploitant dans la déclaration GEREP 2022. Le registre des ventes de matériaux a été consulté lors de l'inspection :

- C1.02 BPE / viabilité (petits travaux type bordure dans le cadre d'aménagement, voirie) : 35 ktonnes. Il s'agit de matériaux destinés au béton prêt à l'emploi (BPE) pour lesquels les clients sont des centrales à béton
- C1.03 Préfabrication / matériaux concassés / autres usages : 16 ktonnes. Ces matériaux sont vendus à des usines de préfabrication qui moulent des pièces en béton destinées à des chantiers tels que des tubes, des escaliers, des moellons.
- C1.01 Bétons et mortiers hydrauliques : 45 ktonnes. Ces matériaux sont destinés à tous les autres clients tels que les négociants – stockistes (30 ktonnes), bétonniers, chapistes, particuliers.

Les deux premières catégories de produits n'appellent pas de remarque dans la mesure où les matériaux sont vraisemblablement utilisés pour la fabrication de béton du fait de l'activité des clients (centrales à béton, usines de préfabrication).

En revanche, un tiers des matériaux est vendu à d'autres clients tels que des négociants, ce qui ne permet pas d'assurer une traçabilité de la destination et de l'usage final des matériaux.

**DEMANDE DE COMPLÉMENTS :** Dans un contexte de gestion économe de la ressource en matériaux alluvionnaires, et de surexploitation du site, il est demandé à l'exploitant d'être particulièrement vigilant quant à la destination de ses produits pour les réserver aux usages nécessitant la granulométrie fine et les propriétés physiques du sable, et de mettre en place des dispositions complémentaires afin de garantir l'usage des matériaux issus du site.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Clôtures et barrières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation de la carrière

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ..... ) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site.

<p>Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</p>
<p><b>Constats :</b> Le site est bien clôturé avec du barbelé et des portails fermés en dehors des passages des véhicules. Des panneaux sont disposés aux entrées et sur les différentes clôtures avec les mentions suivantes : « chantier interdit au public », « risque de noyade ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre des consommations d'eau. L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Dans la mesure du possible, l'utilisation des eaux pluviales est privilégiée. Il n'y a aucun prélèvement dans le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la déclaration GERE 2022 les prélèvements suivants ont été déclarés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 243 890 m<sup>3</sup> dans la Tille du pont Rion à la Norges (eaux superficielles) ;</li> <li>• 19 151 m<sup>3</sup> dans les eaux souterraines (alluvions plaine de la Tille),</li> <li>• 13 m<sup>3</sup> dans le réseau AEP</li> </ul> <p>ce qui représente un prélèvement total de 263 054 m<sup>3</sup> alors que la prescription impose qu'aucun prélèvement ne doit être réalisé dans le milieu naturel.</p> <p>En effet, le site d'extraction fait l'objet d'un arrêté préfectoral différent de celui des installations de traitement. Ainsi, ces volumes ne doivent pas être déclarés sur l'AIOT de la carrière 0005402563 mais sur les installations de traitement qui sont enregistrées sur l'AIOT 005402671.</p> <p>Il est également à noter que la déclaration GERE indique un rejet de 236 737 m<sup>3</sup> dans le milieu récepteur des « alluvions plaine de la Tille ». En valeur absolue, la consommation nette des installations de traitement est de 26 317 m<sup>3</sup>. L'exploitant précise que ce rejet est calculé de manière théorique en considérant une hypothèse de recyclage de l'eau à 90 %.</p>

En effet, lors de l'inspection l'exploitant indique que le volume déclaré comme prélevé est issu de la comptabilisation de l'eau entrant dans les installations de traitement à l'aide d'un compteur. Or après lavage des matériaux, l'eau est dirigée vers un bassin de décantation puis réutilisée pour le lavage. Le volume déclaré représente donc l'eau utilisée et non l'eau prélevée dans le milieu. L'exploitant envisage de mettre en place un système de compteur permettant de faire la distinction entre les eaux effectivement prélevées et les eaux utilisées (et donc réutilisées).

De plus les zones de prélèvements déclarées dans GEREP sont erronées car le site prélève uniquement dans la nappe alluviale de la Tille et non dans les eaux superficielles.

Le site d'Arceau se situe dans la zone d'alerte « Tille Aval, Norges » qui, à la date de la visite, était en alerte depuis le 13/07/2023 en application de l'arrêté préfectoral n° 1089 du 6 juillet 2023.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les obligations de réduction qui s'appliquent aux installations de traitement de 25 % de la consommation en alerte en application de l'AP du 20/05/2022 pour une consommation de plus de 7000 m<sup>3</sup>/an. Ces dispositions peuvent faire l'objet d'une inspection sur les installations de traitement. L'exploitant indique qu'au-delà des mesures d'économie d'eau simples telles que la limitation des lavages des engins, le site est en capacité de s'arrêter ou de réduire sa production car il dispose de stocks suffisants pour honorer ses marchés.

Il est à relever que lors de l'inspection l'activité de traitement des matériaux est ainsi à l'arrêt pour les 3 prochaines semaines, puis le site sera fermé intégralement les 2 semaines suivantes, soit une absence d'utilisation d'eau sur les 5 prochaines semaines.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Suivi piézométrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 9.2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, nitrates et hydrocarbures totaux.

Le niveau piézométrique doit être relevé mensuellement.

[...] Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

**Constats :** Les résultats du suivi piézométrique ont été consultés sur l'année 2022. Deux campagnes de mesure sont bien effectuées en période de basses et hautes eaux (mars et novembre).

**Non-conformité : les résultats ne sont pas transmis annuellement à l'inspection.**

Les résultats sont relevés comme conformes dans le rapport d'analyse mis à part :

- la valeur en Nitrates sur le PZ6 en novembre 2022. La valeur relevée est de 65 mg/l pour une valeur de référence indiquée de 50 mg/l
- la valeur en MES sur le PZ nord en mars et en novembre 2022. La valeur relevée est de 160 mg/l et 210 mg/l pour une valeur de référence indiquée de 25 mg/l.

Or, concernant les nitrates, l'arrêté ministériel du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, qui est pris pour référence des analyses d'eau souterraine, fixe des valeurs à respecter pour les eaux brutes (Annexe II) à :

- 50 mg/l pour les eaux superficielles
- 100 mg/l pour les eaux souterraines.

La valeur relevée respecte donc la qualité des eaux brutes sur le paramètre azote pour les eaux souterraines.

Concernant les matières en suspension, l'arrêté ministériel du 11/01/2007 ne fixe plus de valeur de référence (Annexe III abrogée). Il y a donc lieu à considérer un autre référentiel pour retenir une valeur de référence.

Concernant les hydrocarbures, il est à noter que les rapports d'analyse prennent pour référence de 5 mg/l pour l'indice hydrocarbure alors que l'arrêté ministériel du 11/01/07 fixe une valeur à respecter pour les eaux brutes à 1 mg/l. Tous les résultats respectent néanmoins la valeur de 1 mg/l.

Le relevé mensuel des niveaux piézométrique a été consulté pour l'année 2023.

**Non-conformité : Il a été constaté que le PZ6 n'est plus relevé depuis le mois de février 2023 car il est bouché suite à l'opération de curage du décanteur qui a endommagé le capot avec un engin.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 10 : Diagnostic archéologique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/08/2008, article 2, 3 et 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Diagnostic archéologique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 2 : Pendant la durée de réalisation de l'exploitation, HOLCIM Granulats saisira le préfet de région, pour chaque tranche de travaux à venir, en fonction de l'avancement de la carrière, et

selon l'échéance fixée par le calendrier prévisionnel ci-après découpé en 5 phases successives définies sur le plan joint en annexe :

- Phase n°3

Surface 59 454 m<sup>2</sup>

Année : septembre 2017

- Phase 4

Surface : 55 080 m<sup>2</sup>

Année : septembre 2022

Article 3 : Pour chaque phase à venir, le préfet de région (Service régional de l'archéologie) devra être saisi par lettre au minimum 6 mois avant le début des travaux par HOLCIM Granulats, qui lui confirmera la surface concernée par la phase à venir et la période prévisionnelle d'intervention.

Article 5 : à la suite de chaque saisine, le préfet de région prescrira, dans un délai de 2 mois, la réalisation d'une nouvelle phase de diagnostic archéologique ou toute autre mesure prévue aux articles 14 et 18 du décret n°2004-490 susvisé, s'il constate que les travaux sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Chaque phase de diagnostic fera l'objet d'un rapport distinct et pourra donner lieu à fouille préventive, après évaluation scientifique.

**Constats :** Un courrier de l'exploitant en date du 01/12/2020 a été consulté au préalable à l'inspection.

Celui-ci indique que :

*« suite au diagnostic archéologique effectué par l'INRAP, une surface de 8500 m<sup>2</sup> est soumise à prescriptions avant exploitation, répartis en 4 secteurs (AP portant prescriptions du 11/02/2019). Pour des raisons économiques, les secteurs devant faire l'objet de fouille ne seront pas exploités. Ils seront protégés et laissés en l'état, ce qui représente une perte de l'ordre de 30 000 m<sup>3</sup> de gisement »*

L'exploitant a soumis un porter-à-connaissance proposant une modification de la remise en état comme suit : positionner la bande non extraite séparant les deux bassins au droit des surfaces gelées par l'archéologie. Ainsi la berge serait décalée d'environ 60 m vers le nord. Cette modification permet de limiter la perte de gisement aux prescriptions archéologiques qui sera ainsi d'environ 20 000 m<sup>3</sup>. Cela permet de valoriser 10 000 m<sup>3</sup> de gisement.

Le diagnostic a ainsi été effectué sur les zones d'extraction des phases 3 et 4. Aucun diagnostic complémentaire n'est envisagé pour la phase 5 dans la mesure où l'extraction dans le cadre de cette ultime phase se fera sur les zones des phases 3 et 4.

Le dossier fera l'objet d'une instruction ultérieure, disjointe de la présente inspection. A noter que l'exploitant a déjà procédé à la mise en place de la berge telle que présentée dans son dossier avec le décalage de 60 m vers le nord.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet